

RSF DENONCEE EN FRANCE **Ménard a recours aux menaces**

PAR JEAN-GUY ALLARD, spécialement pour **Granma international**

ON ne peut surtout pas dire ses quatre vérités à Robert Ménard, Secrétaire perpétuel de Reporters sans Frontières, qui prétend défendre la liberté d'expression. L'organisation française vient de menacer publiquement de poursuivre devant les tribunaux le chercheur et écrivain français Maxime Vivas pour l'avoir dénoncé dans le quotidien parisien *Métro* comme complice du Département d'Etat.

Dans son édition du 6 avril, en page 5, le journal a publié une longue entrevue avec Vivas, intitulée *Le Sud, front de refus*, où celui-ci dénonce le fait que, entre autres choses, Reporters sans Frontières reçoit d'importantes sommes d'organisations écran de la CIA.

Le jour suivant, apparemment traumatisé par la divulgation d'une telle vérité dans une presse française qu'il prétend contrôler, Ménard a exigé, dans le même quotidien, la publication d'un texte où il dénonce fébrilement Vivas pour le menacer ensuite de le traîner devant les tribunaux.

En formulant un tel ultimatum, l'appareil multimillionnaire de Ménard a évidemment voulu faire taire l'écrivain qui, d'autre part, exige des comptes à l'Union Européenne au sujet de ses subsides au groupe. Mais Vivas a répondu à RSF dans une lettre ouverte où il énumère une longue liste d'arguments fortement documentés.

Au sujet de l'argent de Bush, le chercheur rappelle tout d'abord à Ménard et à sa troupe que, dans un article du *Guild Reporter*, daté du 11 mars 2005, la californienne Diana Barahona révélait comment RSF perçoit des fonds gouvernementaux par le biais de de la National Endowment for Democracy (NED). «*L'avocate des droits de l'homme Eva Golinger a découvert que plus de 20 millions de dollars ont été versés par la NED et USAID aux groupes d'opposition et médias privés du Venezuela, dont beaucoup avaient participé au coup d'état. La NED a accordé à RSF près de 40.000 dollars au mois de janvier 2005...*», a écrit Barahona.

Vivas cite ensuite l'ex-agent de la CIA Philip Agee qui a révélé dans une entrevue avec le journaliste Jonah Gindin (25 mars 2005) que la NED travaille avec la CIA. Au Nicaragua, par exemple, «*la CIA et la NED ont mis en place un front civique appelé Via Civica*».

Il signale ensuite comment depuis 2002, le Center for a Free Cuba, créé spécifiquement pour renverser la Révolution cubaine avec des fonds publics et dirigé par Frank Calzon dont la trajectoire est bien connue, verse aussi des fonds à RSF.

Le chercheur indique comment, sur le site web de RSF, on peut lire un texte daté du 8 juillet 2005 disant: «*... Les seules subventions que nous percevons en provenance des Etats-Unis sont celles des fondations Center for a Free Cuba et National Endowment for Democracy (NED)*».

Vivas ajoute que sur le même site, on peut trouver, en tout petit, dans la liste des commandites, la Open Society Institute de George Soros.

«*Pourquoi RSF cache-t-elle ces sponsors-là aux lecteurs de Métro?*», de conclure Vivas.

LE DOSSIER RSF NE CESSE DE CROITRE

Entre-temps, les informations qui démontrent la complicité de Robert Ménard avec les organes nord-américains de renseignement continuent de s'accumuler. En mentionnant seulement le Center for a Free Cuba et la NED bailleurs de fonds nord-américains, Ménard ment par omission... et il le sait parfaitement bien.

Le dernier rapport d'impôt déposé par RSF aux Etats-Unis révèle que ses tentatives pour obtenir des donations privées auprès d'organisations de charité ont échoué lamentablement: à peine 75 000 dollars dont 40 000 sont venus de l'entreprise téléphonique Working Assets. Tout l'argent du Département d'État va directement en France et les fonds pour payer le personnel et les bureaux de RSF aux Etats-Unis sont ensuite renvoyés depuis Paris.

Le total connu des sommes versées par le Center for a Free Cuba et la NED depuis 2002 atteint seulement 215 000 dollars ce qui n'est pas suffisant pour payer les frais de la représentation que RSF entretient aux Etats-Unis. Un autre financement doit donc exister...

Le rapport d'impôt nord-américain de RSF est préparé par une prestigieuse firme d'Alexandria, en Virginie — localité située à 15 kilomètres du QG de la CIA. Quelque chose de peu commun pour une organisation qui se prétend non gouvernementale.

Une experte de ce sujet consultée par GI a eu un commentaire significatif: *«Les coûts d'opération de RSF sont incroyablement hauts pour une organisation ayant ce niveau de revenus...»*.

Contactée il y a quelques jours en Californie par GI, Diana Barahona, sans doute la chercheuse nord-américaine qui a le plus étudié le dossier RSF, a rappelé qu'en 2002, Otto Reich a de nouveau été utilisé par le Département d'Etat pour coordonner le coup contre Chavez (au Venezuela) et le renversement de Aristide (à Haïti).

Reich est un *«exilé cubain ayant une longue feuille de route criminelle; c'est un fidéicommissaire du Center for a Free Cuba et c'est lui qui a arrangé les choses avec Robert Ménard pour canaliser l'argent du Département d'État vers Reporters sans Frontières»*.

Le lien toujours plus marqué de RSF avec le réseau des agences nord-américaines qui se consacrent à la déstabilisation de pays qui ne se soumettent pas aux intérêts de Washington explique les angoisses de Robert Ménard face à la dénonciation publiée par le quotidien parisien Métro. Et il reste cependant beaucoup à dire.

Entretemps, Maxime Vivas continue à attendre une réponse à sa requête adressée au médiateur de l'Union européenne pour que l'on enquête le dossier de Reporters sans frontières, organisation à laquelle la UE a payé jusqu'à maintenant plus de 1 200 000 euros. RSF, selon Ménard lui-même, gère maintenant un budget annuel de plus de cinq millions d'euros.